

# FOOD SECURE CANADA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE CANADA

Where agriculture, environment, health, food and justice intersect  
Le pont entre l'agriculture, l'environnement, la santé, les aliments et la justice

## DOCUMENT DE RÉFLEXION 10 Démocratie alimentaire et gouvernance

**Sécurité alimentaire Canada** est une organisation nationale à base d'adhésion qui est engagée dans la lutte contre la faim et pour l'instauration d'un système alimentaire sain, équitable et écologique. Notre vision est définie dans *Du pain sur la planche* : Une politique alimentaire populaire pour le Canada.

### Documents de réflexion de Sécurité alimentaire Canada

La politique alimentaire populaire se fonde sur dix documents de réflexion détaillés. Ces documents de réflexion ont été générés grâce aux 350 tables rondes, des centaines de propositions de politiques, des douzaines de téléconférences, des discussions en ligne, et trois conférences pancanadiennes. Plus de 3500 personnes ont participé à leur développement. Ces documents couvrent une vaste gamme de questions et de recommandations politiques détaillées pour la reconstruction du système alimentaire du Canada. Contrairement à *Du pain sur la planche*, ce ne sont pas des documents de consensus et ils n'ont pas été approuvés par chacun des membres de Sécurité alimentaire Canada. Ce sont plutôt des documents vivants, destinés à éclairer le débat, stimuler la discussion et contribuer à bâtir une meilleure compréhension de notre système alimentaire et comment il devrait être— et doit être— réparé.

- 1) Souveraineté alimentaire autochtone
- 2) Souveraineté alimentaire dans les communautés rurales et isolées
- 3) Accès aux aliments dans les communautés urbaines
- 4) Agriculture, infrastructures et moyens de subsistance
- 5) Pêcheries durables et mode de subsistance convenable pour les pêcheurs
- 6) Environnement et agriculture
- 7) Science, technologie et alimentation
- 8) Politique alimentaire internationale
- 9) Accès général à des aliments sûrs et sains
- 10) Démocratie alimentaire et gouvernance



**Contact :**

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE CANADA  
FOOD SECURE CANADA

CP 48020 BP Bernard  
Montréal (Québec) H2V4H0  
Canada

(514) 271 7352  
[info@foodsecurecanada.org](mailto:info@foodsecurecanada.org)  
[www.foodsecurecanada.org](http://www.foodsecurecanada.org)

# Démocratie alimentaire et gouvernance

## Vers une politique alimentaire populaire

*Une politique sans stratégie se compare à une liste de souhaits sans plan.*  
Roberts, 2010, p. 196

### RÉSUMÉ

Le présent document de réflexion met en lumière la nécessité d'instaurer un système de *gouvernance alimentaire démocratique*. La vie quotidienne des citoyens est intimement liée au système alimentaire en place, et la mise sur pied d'un système alimentaire participatif repose sur la création d'institutions et de structures permettant aux citoyens de prendre part à l'élaboration des politiques, des normes, des valeurs et des règles qui le régissent. En outre, une société démocratique doit assurer l'implication active et efficace de ses membres, groupes et institutions dans les processus décisionnels. Cela signifie que les citoyens doivent avoir voix au chapitre quant au mode de production et à la provenance de leurs aliments, dans l'esprit de la souveraineté alimentaire.

Ce dernier document de réflexion présente un cadre et un ensemble de stratégies visant à établir un système de gouvernance ouvert, démocratique et transparent servant de pierre d'assise aux politiques exposées dans les documents de travail précédents, dans l'objectif général de mettre sur pied un système alimentaire sain, équitable et viable au Canada. Ces stratégies comprennent notamment :

- La mise sur pied de tables rondes et de comités travaillant en collaboration avec tous les paliers de gouvernement (municipal, provincial/territorial et fédéral) à l'élaboration de politiques axées sur la justice sociale, la résilience écologique et la création de moyens de subsistance viables dans le cadre du système alimentaire canadien. Dans ce processus, tous les secteurs liés à l'alimentation doivent être représentés, dont la promotion de la santé, l'éducation, le logement, l'environnement et les initiatives alimentaires communautaires, ainsi que l'industrie alimentaire, des producteurs aux détaillants. La participation des citoyens démunis ou marginalisés doit également être assurée. Chaque comité doit fonctionner de façon autonome, en établissant son propre cadre de travail en accord avec les

valeurs et les principes de l'accessibilité, de la transparence, de l'intégration et de l'égalité.

- Toutes les politiques alimentaires doivent s'ancrer dans une analyse intégrée et exhaustive du système alimentaire, de façon à assurer que les stratégies proposées s'en prennent aux causes des problèmes et évitent d'en créer de nouveaux dus à une analyse fragmentée.
- Les initiatives favorisant la diversification de l'économie doivent être reconnues et soutenues, notamment les nouvelles approches économiques misant sur l'interdépendance, la viabilité, la santé et la justice plutôt que sur l'individualisme et l'accroissement des profits.
- Le savoir issu de l'expérience au sein des collectivités ainsi que des connaissances scientifiques doit être intégré aux programmes d'éducation publique, de formation et de renforcement des capacités. Le cadre politique ainsi que le réservoir de connaissances publiques ne peuvent qu'être renforcés et améliorés par la contribution des agriculteurs urbains et ruraux, des pêcheurs, des chasseurs et cueilleurs, des jardiniers et des peuples autochtones.

## INTRODUCTION

Ce document de réflexion final présente un cadre et un ensemble de stratégies visant à établir un système de gouvernance ouvert, démocratique et transparent servant d'assise aux politiques exposées dans les documents de réflexion précédents, dans l'objectif général d'établir un système alimentaire sain, équitable et viable.

Il explore les façons dont les propositions politiques esquissées dans les documents de travail antérieurs peuvent être mises en œuvre. Il résume la vision de la *Politique alimentaire populaire*, examine les mesures à prendre pour la concrétiser et présente des exemples d'initiatives qui illustrent cette approche en divers endroits du Canada. Autrement dit, il nous aide à passer du *projet* de politique alimentaire populaire à sa *réalisation*.

Avant d'aller plus loin, il importe de clarifier quelques mots clés utilisés dans le présent document, soit les termes *gouvernement*, *gouvernance*, *cadre* et *stratégie*.

Le **gouvernement** désigne ici les organismes impliqués dans l'application et le contrôle des politiques publiques. Les gouvernements sont les organes de l'État, l'institution qui revendique l'autorité légitime et le pouvoir dans une société.

La **gouvernance** repose, selon une définition du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD, 1997) sur « des mécanismes, des processus et des institutions qui permettent aux citoyens et aux groupes d'exprimer leurs intérêts, d'exercer leurs droits et leurs obligations, et de régler leurs litiges ». La gouvernance « implique également de la part de l'État des formes de direction plus souples que l'ordre et le contrôle, et reflète un travail de collaboration engageant un large éventail d'acteurs du secteur privé et de la bureaucratie gouvernementale, de même que des interventions délibérées de l'État » (Lang *et al.*, 2009, p.75). La gouvernance alimentaire repose sur des mécanismes de réglementation s'appliquant à l'agriculture, à l'alimentation, aux écosystèmes et à la santé. Ces mécanismes sont politiquement structurés et sanctionnés au sein de la société et donnent lieu à des politiques, des réglementations et des normes aux paliers municipal, provincial, national et international ayant d'importantes répercussions à l'échelle locale. Dans le présent contexte, la gouvernance désigne les mécanismes et les processus permettant aux individus et aux groupes d'exprimer leurs intérêts, de régler leurs litiges et d'exercer leurs droits et leurs obligations. Elle se reflète dans les règles, les institutions et les pratiques qui fixent les limites et incitent les individus, les organisations et les entreprises à les respecter.

Le **cadre** représente un ensemble de principes et une vision à long terme qui donnent une direction à la planification et au développement d'un processus. Notre cadre repose sur la vision d'un système alimentaire équitable, sain et viable, qui procure à tous les citoyens des aliments appropriés, sains, acceptables et salubres. Nous aspirons à un système alimentaire qui respecte les écosystèmes ainsi que les humains, les animaux et les organismes qui en dépendent. Le cadre réfère au tableau d'ensemble, à la façon dont nous concevons le système alimentaire auquel nous aspirons.

La **stratégie** est le plan d'action à long terme, la direction que nous entendons prendre pour atteindre notre objectif (soit la vision esquissée dans la présentation de notre cadre). Dans le cas présent, l'objectif ne consiste pas seulement à imaginer mais aussi à bâtir des structures institutionnelles d'une manière démocratique et inclusive, de façon à ce que les politiques définies dans les documents de travail précédents puissent être mises en œuvre. Ainsi, les stratégies sont les actions, les modes d'organisation et les étapes à franchir pour concrétiser notre vision.

Le présent document met en lumière la nécessité d'instaurer une *gouvernance alimentaire démocratique*. Notre vie quotidienne est intimement liée au système alimentaire en place. La mise sur pied d'un environnement politique inclusif et habilitant repose sur des institutions et des structures organisationnelles permettant aux citoyens de prendre part à l'élaboration des politiques, des normes, des valeurs et des règles qui le régissent. En outre, une société démocratique doit assurer l'implication active et efficace des individus, groupes et institutions dans les processus décisionnels. Autrement dit, les citoyens doivent avoir

droit au chapitre en ce qui a trait au mode de production et à la provenance de leurs aliments, dans l'esprit de la souveraineté alimentaire.

Pour arriver à instaurer un système alimentaire équitable, sain et viable, il nous faut :

- **Reconnaître les inégalités et les obstacles à la participation** ainsi que les mécanismes déjà en place permettant de les surmonter. Cela nécessite la mise sur pied de structures décisionnelles à tous les niveaux et pour tous les secteurs, régions, cultures et groupes d'âge, afin de permettre aux citoyens de s'impliquer activement dans l'élaboration de systèmes alimentaires plus appropriés ;
- **Connaître les modes et processus décisionnels actuels** qui, au Canada, influent sur l'alimentation et l'agriculture. Il importe de comprendre que la prise de décisions dans le secteur agroalimentaire s'inscrit dans des structures et des règlements aux paliers municipal, régional, provincial, fédéral et international, en plus d'être façonnée par le secteur privé ainsi que par des actions et des pressions citoyennes. Il faut également connaître la façon dont les questions d'ordre agroalimentaire sont cloisonnées et réparties entre différents ministères, services et administrations ainsi que divers réseaux sociaux ;
- **Prendre conscience qu'il ne saurait y avoir de démocratie alimentaire sans la démocratisation de toutes les institutions.** Dans toute société, le système alimentaire dans son ensemble est lié aux autres structures et institutions politiques, économiques et sociales. Pour modifier un système alimentaire, il faut donc transformer aussi les autres institutions et structures. Il est impossible d'instaurer un système alimentaire démocratique sans démocratiser l'ensemble des secteurs, institutions et structures de la société, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement, de la finance, du transport et des services sociaux ;
- **Comprendre le rôle des structures décisionnelles internationales ou mondiales** (par exemple, l'Organisation mondiale du commerce et le *Codex alimentarius*) et l'influence qu'elles exercent sur nos systèmes alimentaires ;
- **Reconnaître l'interdépendance des liens qui constituent notre système alimentaire.** Un système alimentaire est un réseau de liens interactifs et interdépendants – un ensemble de systèmes imbriqués les uns dans les autres. La métaphore du réseau aide à comprendre la complexité de nos systèmes alimentaires : lorsqu'un des liens s'affaiblit ou est négligé, tout le réseau s'en ressent, mais quand toutes ses composantes travaillent ensemble, l'ensemble du réseau se renforce. De même, dans un système alimentaire, tous les aspects du système sont interconnectés et inter-reliés. Par exemple, quand un sol est carencé,

les plantes en souffrent ; quand on élimine les plantes indigènes d'un secteur, les animaux sauvages ont tendance à le désertier également, ce qui a pour effet de perturber l'équilibre écologique et de modifier l'alimentation de ses habitants. La tension du réseau alimentaire se maintient grâce à diverses normes sociales, réalités écologiques et réglementations (lois, règles, politiques) institutionnalisées. Ce sont ces tensions qui donnent à l'alimentation sa dimension politique : l'organisation d'un système alimentaire influence non seulement l'accès aux aliments mais le choix des aliments que nous consommons (Duncan et Medina, 2010, p. 12-13). Pour nous assurer un réseau viable et résilient, nous devons renforcer ce réseau et tisser de nouveaux liens entre la production et la consommation, la gestion des déchets, les écosystèmes, les communautés locales, les communautés mondiales, les communautés virtuelles et les environnements ruraux et urbains.

Précisons que nous n'entendons pas par là que chaque individu ou chaque organisation doive prendre en compte tous ces aspects pour pouvoir contribuer au processus. Cette énumération vise plutôt à mettre en lumière la nécessité pour tout individu ou groupe de personnes qui s'engage dans cette analyse et cette démarche de s'appuyer sur des connaissances et une expérience solides ainsi que sur des réseaux de communication efficaces lui permettant de partager les fruits de son travail d'une manière claire et accessible.

#### Résumé

Pour contribuer à l'application d'une *Politique alimentaire populaire*, nous devons :

- Reconnaître les obstacles à la participation et les mécanismes permettant de les surmonter;
- Être au fait des processus décisionnels aux paliers municipal, provincial et fédéral ;
- Prendre conscience que la démocratie alimentaire suppose la démocratisation de toutes les institutions ;
- Connaître l'influence des processus décisionnels internationaux et mondiaux sur les systèmes alimentaires ;
- Voir le système alimentaire comme un réseau interactif et interdépendant.

## LE CONTEXTE GÉNÉRAL : UN CADRE PROPICE À L'APPLICATION D'UNE POLITIQUE ALIMENTAIRE POPULAIRE

À l'échelle du pays, par l'entremise de tables rondes, de réunions de comités, d'ateliers, de conférences, de débats sur Internet et de groupes de travail, le projet *Pour une politique alimentaire populaire* a articulé une vision d'un système alimentaire respectueux de la terre, de l'eau et des organismes vivants, dont les êtres humains et les animaux. Cette vision, qui se traduit par des propositions de politiques alimentaires, demande plus qu'une simple réforme du système actuel. En réalité, il s'agit de repenser et de reconstruire notre système alimentaire de A à Z. Loin d'être complètement nouvelles, les idées que nous avançons sont déjà enracinées dans le savoir expérientiel, les connaissances scientifiques, la créativité et l'esprit d'initiative des citoyens déterminés à faire l'essai de nouvelles approches.

Les initiatives alimentaires auparavant désignées comme « alternatives » ne sont plus confinées aux marges d'un système agroalimentaire industriel monolithique. Bon nombre de ces initiatives ont réussi à créer de nouveaux liens tant dans à l'intérieur du système alimentaire que dans un contexte plus large. Elles émergent des groupes communautaires comme des instances gouvernementales, des entreprises et des institutions scolaires. Ces projets occupent un terrain inexploré et contesté, amorçant de la base et de l'intérieur le virage politique qui s'impose (Wekerle, 2004; Koc *et al.*, 2008). Grâce à ce patient travail stratégique, la polarisation courant dominant/approches « alternatives » s'estompe.

Résolument tourné vers l'avenir, le cadre du projet *Pour une politique alimentaire populaire* doit être perçu comme un processus à long terme et en constante évolution. Notre approche de la gouvernance alimentaire dépasse la simple énumération de possibilités : il s'agit d'un processus interactif, inter-relié et interdépendant destiné à façonner le système alimentaire que nous cherchons à bâtir. Pour reprendre la formulation de Paulo Freire, ce processus nous rappelle que « c'est en marchant que nous construisons la route ».

Le cadre que nous adoptons demande une autre forme de dialogue, plurigouvernementale et multisectorielle, susceptible de transcender les barrières géographiques et de s'adapter aux diverses réalités locales. Pour mettre en œuvre des politiques justes et équitables, il faut commencer par adopter une perspective systémique apte à refléter les interrelations entre les composantes du système alimentaire, et à en tirer sa force et sa structure. Les stratégies adoptées doivent donc tenir compte de la diversité culturelle et géographique du Canada, chercher à bâtir des alliances et des allégeances et enfin aménager des espaces inclusifs, transparents et participatifs susceptibles de favoriser la prise en charge des collectivités, les discussions, les négociations et les prises de décisions concertées.

Dans le but de rebâtir un système alimentaire sain, juste et viable, nous devons intégrer cette approche systémique à nos structures de gouvernance et à nos modes de



communication, ainsi qu'à tout autre aspect de l'écologie et de l'activité humaine. Cela passe par la reconnaissance des initiatives visant à redéfinir notre système alimentaire, qui s'inscrivent dans les efforts déployés partout au Canada pour améliorer la qualité de vie de tous les citoyens.

Au cœur de notre cadre stratégique se trouve le concept de « multifonctionnalité », décrit dans le rapport de l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD), qui reconnaît l'agriculture comme « une activité qui remplit plusieurs fonctions, fournissant non seulement des produits de consommation (aliments destinés aux humains et aux animaux, fibres, agrocarburants, produits médicaux et plantes ornementales), mais également des avantages connexes tels que l'entretien des écosystèmes, du paysage et du patrimoine » (McIntyre *et al.*, 2009, p. 4). Cette approche reconnaît les multiples rôles que peut jouer le secteur agroalimentaire dans l'amélioration de la condition humaine, notamment dans « la réduction de la faim et de la pauvreté, le renforcement des collectivités rurales et l'amélioration de la santé de la population, ainsi que par sa contribution à un développement social, environnemental et économique juste et viable. Cela assure une assise solide à un cadre politique intégré permettant de concilier la viabilité économique et la santé tout au long de la chaîne alimentaire. » (Baker *et al.*, 2010, p. 14).

Notre cadre de travail repose sur la confiance, le respect et la défense des droits fondamentaux reconnus à l'échelle internationale, notamment des droits définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Dans notre optique, toutefois, l'accès à une alimentation de qualité est plus qu'un simple droit : les aliments y sont considérés comme un bien public – indissociable des valeurs de solidarité sociale, d'identité collective et de responsabilité mutuelle.

Beaucoup plus qu'un simple capital économique, le sol et les écosystèmes sont intimement liés à la culture, à l'identité et à l'histoire. Par conséquent, il est essentiel d'aborder les questions qui les touchent à la lumière d'une approche intégrée fondée sur la spécificité géographique et axée sur la négociation, le dialogue et la participation des citoyens. Il s'ensuit que nous devons mettre en œuvre des mécanismes inclusifs, transparents et démocratiques destinés à protéger nos biens collectifs – c'est-à-dire le patrimoine naturel dont les populations se partagent la jouissance, notamment les semences, les terres agricoles, les océans et l'eau, l'air et les espaces verts en milieu urbain – ainsi que les individus et les collectivités qui en prennent soin et en dépendent pour leur subsistance et leur santé.

### Résumé

Au cœur du processus de mise en œuvre de la *Politique alimentaire populaire* se trouvent les principes suivants :

- Adopter une vision systémique ;
- Intégrer un large éventail de perspectives et de différences géographiques, culturelles et sectorielles ;
- Reconnaître le caractère multifonctionnel du domaine agroalimentaire dans la reconstruction des infrastructures, ainsi que dans l'amélioration de la qualité de vie de la population et la protection des écosystèmes ;
- Établir des structures de gouvernance inclusives, accessibles, participatives et transparentes ;
- Reconnaître les rôles importants qu'exercent l'alimentation et l'agriculture dans la préservation de l'identité, de la culture, de la tradition et de l'histoire ;
- Reconnaître les droits et les devoirs fondamentaux.

## VERS UN NOUVEAU SYSTÈME ALIMENTAIRE AU CANADA : DES STRATÉGIES POUR PASSER DE LA VISION À LA RÉALITÉ

Étant donné la diversité des besoins, des souhaits et des objectifs précisés dans les documents de travail précédents, ainsi que la constante évolution tant du système alimentaire que de la société en général, le présent document de réflexion n'entend pas proposer de stratégie concrète générale en vue de mettre en œuvre de nouvelles politiques alimentaires. Dans cette section, nous présentons plutôt des exemples clés d'approches susceptibles de favoriser la mise sur pied d'un système de gouvernance et d'une structure organisationnelle plus démocratiques en matière d'alimentation. Chacune de ces approches, qui s'inscrivent toutes dans notre cadre stratégique, est illustrée par des exemples d'initiatives locales déjà en place. L'objectif de cet exercice présenté dans le cadre du processus de mise en œuvre de la *Politique alimentaire populaire* est de fournir des façons de faire concrètes et réalisables à court terme qui pourront mener à l'atteinte de notre objectif à long terme.

L'élaboration d'une stratégie collective s'appuie sur des initiatives populaires de grande envergure, ainsi que sur d'autres changements qui nous entraînent dans la direction souhaitée. Nous devons trouver de nouveaux moyens de redonner le pouvoir aux citoyens dans divers créneaux, espaces et marges de la société —dans des sphères, en fait, qui sont souvent perçues comme ayant un faible impact. De telles stratégies, étroitement

imbriquées dans les mécanismes de la société civile, échappent souvent au radar des critiques radicaux. En favorisant l'émergence de ces initiatives concrètes qui naissent et évoluent naturellement, nous pouvons également entrevoir les autres changements qui s'imposent.

Faisant référence à des initiatives de ce type, Erik Olin Wright (2009) explique que « ce qu'elles ont en commun, c'est de viser à bâtir des institutions alternatives et à favoriser délibérément l'émergence de nouvelles formes de relations sociales qui incarnent des idéaux d'émancipation, et qui sont créées d'abord par le truchement d'une action directe plutôt que d'une initiative de l'État » (p. 230). À cet égard, la question de l'alimentation peut constituer un important point de départ – qui ne demeure cependant qu'un début. Nous devons également éviter de tomber dans le « déterminisme alimentaire », où l'alimentation devient une fin en soi. Pour transformer le système alimentaire, il est essentiel de nous pencher sur les systèmes économiques, politiques et sociaux qui contribuent tous à l'état de choses actuel.

De telles initiatives existent déjà, et elles sont en train de transformer la façon dont les gens cultivent, élèvent, attrapent, récoltent, transforment, emballent, acquièrent, consomment et comprennent leurs aliments. Les approches qui sont présentées ci-dessous correspondent à des actions concrètes qui, se chevauchant parfois, mettent de l'avant la vision définie dans notre cadre stratégique en vue de favoriser la mise sur pied d'un système alimentaire repensé. Chacune de ces approches s'inscrit dans une stratégie de gouvernance alimentaire démocratique qui prend la forme d'un processus menant à la concrétisation d'un système alimentaire sain, juste et viable.

➤ **Intégrer une approche systémique dans tous les aspects de la vie individuelle et communautaire**

**Description :**

À l'heure actuelle, la fragmentation des politiques agroalimentaires entre les différentes sphères gouvernementales et les divers secteurs de la société civile fait souvent obstacle à l'adoption d'une approche systémique dans ce domaine. Par conséquent, bon nombre de solutions qui sont proposées pour pallier les lacunes du système alimentaire en ignorent les causes profondes, ainsi que les répercussions négatives qu'elles risquent d'entraîner. Une façon d'éviter de tels pièges, tout en tenant compte de la situation actuelle et de l'importance de questions particulières, consiste à intégrer une approche systémique dans tout processus décisionnel en matière d'alimentation.

**Exemple : le *Healthy Community Food System* de la région de Waterloo**

L'approche particulièrement féconde du *Healthy Community Food System* mis en œuvre dans la région de Waterloo offre un bel exemple d'une analyse globale du système alimentaire. Les actions entreprises visent notamment le renforcement des liens entre les

producteurs et les consommateurs locaux, l'élaboration d'une politique alimentaire régionale, l'établissement de partenariats visant à assurer l'accès des citoyens à des aliments de qualité, la création d'un réseau de systèmes alimentaires et l'élaboration d'un plan stratégique nommé « Healthy Community Food System Plan ». Parmi les résultats obtenus se trouvent l'adoption de mesures destinées à protéger les terres agricoles, à assurer la viabilité des entreprises agricoles et à appuyer l'essor des marchés publics et des jardins communautaires en milieu urbain. En vue de favoriser l'accès de la population à des aliments de qualité, des actions ont également été menées dans les écoles et les milieux de travail, ainsi qu'en collaboration avec une multitude de partenaires au sein de la collectivité. *Pour plus d'information, veuillez consulter le [www.wrfoodsystem.ca](http://www.wrfoodsystem.ca)*

➤ **Accroître la collaboration entre les sphères gouvernementales, les divers secteurs sociaux et les régions**

**Description :**

Afin que l'organisation de notre système alimentaire reflète la diversité des opinions, des approches, des cultures et même des goûts des citoyens, une collaboration s'impose. Cette collaboration, qui demandera du temps, suppose la création de solides réseaux fondés sur le respect et la confiance. Les avantages de la collaboration sont bien connus et n'ont pas besoin d'être énumérés ici, mais il peut s'avérer utile de rappeler qu'une collaboration réussie mène au partage des idées et des ressources, à l'avancement des discussions, à l'économie de temps en nous évitant d'avoir à « réinventer la roue », et enfin au partage de pratiques instructives.

**Exemple : les comités d'élaboration de politiques alimentaires**

Selon Wayne Roberts, les comités d'élaboration de politiques alimentaires poursuivent deux objectifs principaux : « les comités peuvent transcender les spécialisations étroites pour favoriser une approche multidisciplinaire et à paliers multiples; ils peuvent également représenter les intérêts des citoyens de différents horizons plutôt que de s'en tenir à ceux de groupes d'intérêts particuliers, ce qui leur permet de mieux servir l'ensemble de la population. En l'absence de telles institutions créées pour engager les gouvernements dans une collaboration multisectorielle et favoriser la participation des citoyens aux débats démocratiques, les efforts déployés en vue d'accroître la viabilité du système actuel n'iront nulle part. » (Roberts, 2010, p. 174) Selon Roberts, les comités d'élaboration de politiques alimentaires permettent aussi aux citoyens de se réapproprier le pouvoir qui leur revient et « les aident à développer leur habileté à résoudre des problèmes, ce qui transforme le fonctionnement des gouvernements au quotidien – et ne peut que favoriser la mise sur pied d'un système alimentaire plus viable » (p. 173).

*Pour plus d'information, veuillez consulter le site du Toronto Food Policy Council au [www.toronto.ca/health/tfpc\\_index.htm](http://www.toronto.ca/health/tfpc_index.htm) et celui du Vancouver Food Policy Council au [www.vancouverfoodpolicycouncil.ca](http://www.vancouverfoodpolicycouncil.ca)*

### ➤ Concevoir et mettre sur pied des structures organisationnelles à paliers multiples

#### **Description :**

L'un des objectifs centraux de notre cadre stratégique est de favoriser l'émergence d'un dialogue plurigouvernemental, multisectoriel et qui embrasse l'ensemble du pays tout en s'ancrant dans les réalités locales. Ce type de dialogue s'inscrit dans le concept de « démocratie délibérative », prônant l'élargissement des réseaux d'élaboration de politiques de façon à intégrer tous les citoyens concernés, qui doivent avoir voix au chapitre en ce qui a trait aux décisions qui les touchent. Cela demande également ouverture et souplesse de la part des participants, afin d'éviter que la promotion des intérêts de certains groupes ne fasse obstacle à une véritable démocratie délibérative. Comme il se présente souvent des entraves à la participation et qu'un large éventail de points de vue doivent être pris en compte dans les discussions, il est important d'instaurer des mécanismes organisationnels visant à assurer une participation efficace de tous les interlocuteurs. En s'inspirant de cette approche, il est essentiel de mettre l'accent sur les méthodes et les processus destinés à favoriser la collaboration entre les sphères gouvernementales, les divers secteurs sociaux et les régions. Cette stratégie joue également un rôle important dans la création de liens entre les divers organismes locaux de façon à éviter l'isolement et à créer des réseaux solides et coordonnés.

#### **Exemple : l'intégration d'un mécanisme international de la société civile au Comité de la sécurité alimentaire mondiale**

Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est l'organe des Nations unies chargé de l'évaluation et du suivi des politiques relatives à la sécurité alimentaire dans le monde. Récemment, une réforme de cet organisme a permis aux organisations de la société civile, aux ONG et à leurs réseaux de développer de façon autonome un mécanisme visant à coordonner leur participation au CSA. Le défi consistait à mettre sur pied une structure organisationnelle susceptible d'offrir à l'ensemble des représentants de la société civile et des ONG la possibilité d'exposer leurs positions, tout en tenant compte des différences locales et sectorielles et en donnant la priorité aux citoyens les plus touchés par l'insécurité alimentaire. Le mécanisme international de la société civile qui en est résulté se fonde sur une répartition en sous-régions et territoires représentés par des porte-parole élus faisant le lien avec un comité de coordination. Chaque sous-région et territoire possède le droit de s'organiser de façon autonome, dans le respect de la grande diversité des points de vue et des approches.

*Pour plus d'information, voir le [Projet de mécanisme international de la société civile sur la sécurité alimentaire et la nutrition pour les relations avec le CSA au www.fao.org/docrep/meeting/019/k9215f.pdf](http://www.fao.org/docrep/meeting/019/k9215f.pdf). Vous pouvez également consulter le <http://cso4cfsfr.wordpress.com/>*

➤ **Reconnaître et soutenir les initiatives favorisant la diversification de l'économie**

**Description :**

Transcendant le cadre binaire qui oppose les approches « alternatives » au courant dominant, lequel tend à intégrer toute forme d'interaction sociale à une approche économique conventionnelle, la notion de diversification économique réfère à un mode de représentation de la réalité des différentes relations économiques qui constituent notre monde. En d'autres termes, comme l'explique Sally Miller (2008), « il est bon de penser aux aspects économiques des aliments » (p. 47). Mise de l'avant par J. K. Gibson Graham, cette notion de diversité des relations peut nous aider à réfléchir de façon créative à l'émergence actuelle de nouvelles économies fondées sur des valeurs d'interdépendance, de viabilité, de santé et de justice plutôt que sur l'appât du gain et l'individualisme. En ce qui a trait à l'alimentation, nous pouvons observer les initiatives qui font appel à différents types de travail (rémunéré et non rémunéré) et à différents types de transactions (intégrées ou non au marché), et « contribuer ainsi à des économies responsables où les relations d'interdépendance entre les gens et l'environnement sont mises au premier plan ». (Cameron et Gordeon, 2010; voir aussi Blay-Palmer, 2006 et Miller, 2008).

**Exemple : les coopératives d'alimentation**

En plus d'élargir le marché s'offrant aux producteurs et de favoriser un meilleur accès à des aliments de qualité pour les détaillants, le modèle de la coopérative d'alimentation redéfinit radicalement les structures de gouvernance pour tous ceux qui y participent. Il existe actuellement au Canada plus de 200 coopératives dans le domaine de la production, de la commercialisation, de la vente au détail, de la transformation et de la distribution des aliments produits localement. L'une d'entre elles est la *Elmira Produce Auction Cooperative*, qui appartient à des membres de la communauté agricole mennonite, qui en assurent également la gestion. Premier encan de produits agricoles en gros, cette initiative soutient les producteurs locaux en créant un nouveau marché original où écouler leurs produits. L'objectif visé est d'accroître le revenu agricole familial en encourageant les fermes locales à diversifier leur production, dont celle de légumes et de fruits saisonniers. Les encans se déroulent plusieurs fois par semaine, et la préférence est donnée aux produits cultivés dans un rayon de 75 km; s'il reste de l'espace disponible, toutefois, les responsables accepteront des produits qui viennent de plus loin. Depuis sa création en 2004, la coopérative a vu ses ventes augmenter de 600 %.

Pour plus d'information, consulter le [www.coopscanada.coop/en/orphan/Local-food-Co-ops](http://www.coopscanada.coop/en/orphan/Local-food-Co-ops)

➤ **Intégrer le savoir expérientiel et les connaissances scientifiques aux programmes d'éducation publique, de formation et de renforcement des capacités**

**Description :**

Au cours des dernières années, des changements survenus dans les structures de financement ont incité les universités à se tourner vers des partenariats avec le secteur privé dans le domaine de la recherche. Parallèlement, cependant, il existe aussi des exemples de partenariats réussis entre des établissements d'enseignement et le milieu communautaire, axés sur le bien-être de la collectivité. La création d'un cadre propice à l'émergence d'un système alimentaire sain, juste et viable requiert une implication active de la part des universités, collèges et commissions scolaires, combinée à l'expérience et au savoir des producteurs agricoles, ce qui contribue à enrichir les programmes d'éducation publique, de formation et de renforcement des capacités. L'environnement politique ainsi que le réservoir de connaissances offertes à la population ne peuvent qu'être renforcés et améliorés par la contribution des agriculteurs urbains et ruraux, des pêcheurs, des chasseurs et cueilleurs, des jardiniers et des peuples autochtones. Leur expérience et leur savoir sont essentiels à une meilleure compréhension des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. En outre, les universitaires peuvent fournir des analyses et des recherches approfondies dans des domaines spécifiques. Ils devraient donc être encouragés, tant par les universités que par les autres systèmes de financement, à travailler en collaboration avec le milieu communautaire.

**Exemple : le projet *Activating Change Together for Community Food Security* (Initiative collective pour l'amélioration de la sécurité alimentaire des collectivités)**

Depuis de nombreuses années, il existe entre le milieu communautaire, les universités et les gouvernements plusieurs partenariats respectés dont l'objectif est de mieux comprendre les causes de l'insécurité alimentaire en Nouvelle-Écosse afin de trouver des façons d'y remédier. Un nouveau projet, lancé en février 2010, s'appuie sur un tel partenariat. Intitulé *Activating Change Together for Community Food Security*, ce projet quinquennal de recherche et d'action participative vise à accroître la sécurité alimentaire de toutes les collectivités de la Nouvelle-Écosse. Ancré dans l'expérience vécue et à l'affût de solutions innovatrices en réponse à des besoins communautaires réels, il approfondit et élargit le débat, la recherche et l'action afin d'encourager l'adoption de nouvelles politiques alimentaires. Ce projet de la *Community University Research Alliance* (CURA) vise une meilleure compréhension des diverses composantes de la sécurité alimentaire des collectivités ainsi que de pratiques prometteuses susceptibles de la favoriser.

Pour plus d'information, consulter le [www.foodsecurityresearchcentre.ca/cura](http://www.foodsecurityresearchcentre.ca/cura)

➤ **Réorienter les mesures incitatives**

**Description :**

Depuis plus de deux générations, au Canada, les pratiques agricoles industrielles axées sur l'utilisation d'intrants et la consommation d'énergie intensives, alliées à la production massive d'aliments disponibles à faible prix, ont contribué à l'émergence de problèmes appelés « externalités négatives ». Au nombre de ces externalités se trouve la création d'un environnement alimentaire malsain, faisant grimper le taux d'obésité au sein de la population, ainsi que l'augmentation de la pollution et des émissions contribuant au changement climatique et au réchauffement de la planète. Or, les structures incitatives actuelles favorisent ces « externalités négatives » par l'octroi de subventions à l'agriculture industrielle et à la surproduction d'aliments-camelote. La réorientation des mesures incitatives de façon à ce qu'elles puissent entraîner des « externalités positives » qui bénéficient tant aux populations qu'aux écosystèmes représente un aspect important du virage qui s'impose. Il s'agit de réussir à tirer parti des relations déjà existantes entre l'humain et les écosystèmes qui façonnent notre système alimentaire.

**Exemple : le projet *Alternative Land Use Services***

Le projet *Alternative Land Use Services* (ALUS) est une initiative visant à encourager les agriculteurs et les éleveurs à gérer leurs terres de façon durable. Reconnaisant la valeur écologique actuelle et potentielle du travail des producteurs agricoles, l'ALUS met l'accent sur l'importance de préserver et de restaurer les écosystèmes tout en respectant et récompensant le rôle primordial des producteurs agricoles dans la gestion écologique. Recevant une aide financière décente lorsqu'ils prennent des mesures pour préserver et restaurer leurs écosystèmes, les producteurs deviennent de véritables gardiens du territoire. Pour reprendre la formulation employée sur le site Web de l'ALUS de Norfolk, cette proposition se fonde sur le principe de la « rémunération pour services rendus » et la reconnaissance du rôle des producteurs dans la création d'espaces naturels sains et durables, essentiels à une population humaine en santé. Considérant que la production de denrées agricoles et l'élevage sont compatibles avec le respect de l'environnement, l'ALUS cherche à donner des outils aux agriculteurs et aux éleveurs afin de leur permettre d'adopter des pratiques agricoles susceptibles de concilier productivité et gestion durable du paysage. Les projets encouragés comprennent notamment la plantation d'espèces végétales indigènes, la création et la valorisation des zones humides, l'établissement de plantes indigènes pouvant servir d'habitats pour les insectes pollinisateurs, l'aménagement de zones de végétation et de bandes tampons en bordure des cours d'eau, la reforestation et la création de structures de nidification pour la sauvagine.

Pour plus d'information, consulter le [www.norfolkalus.com](http://www.norfolkalus.com) (Norfolk) et le [www.gov.pe.ca/growingforward/index.php3?number=1024407&lang=E](http://www.gov.pe.ca/growingforward/index.php3?number=1024407&lang=E) (Î.-P.-É.)



➤ **Favoriser le développement de réseaux communautaires consacrés à la problématique alimentaire**

**Description :**

Les réseaux communautaires consacrés à la problématique alimentaire sont composés d'individus, d'organisations et d'institutions qui se partagent savoir et expérience relatifs au système alimentaire. Ces réseaux peuvent exister à tous les paliers, de la scène municipale et provinciale aux alliances internationales. En interagissant avec les organes gouvernementaux et des organisations de divers secteurs, ces réseaux communautaires favorisent l'utilisation et l'élaboration de ressources stratégiques, ainsi que la possibilité d'« expérimenter et d'apprendre des autres », pour les participants de tous horizons qui les enrichissent de nouveaux projets ou idées » (Freidmann, 2007, p. 395).

**Exemple : la mise sur pied de *Local Food Plus* (LFP)**

LFP est une organisation nationale à but non lucratif qui joue un rôle de tierce partie dans la certification de produits alimentaires aux étapes de la production, de la transformation et de la distribution, faisant également la promotion des produits certifiés et s'assurant de leur accessibilité auprès des consommateurs et de détaillants. Les critères de certification comprennent notamment la source des produits (aliments cultivés ou produits à l'intérieur de la province), ainsi que des normes relatives au respect de l'environnement et à la viabilité sociale visant à concilier justice sociale, viabilité écologique et santé communautaire. L'organisation LFP a été mise sur pied en 2004 à Toronto grâce à une subvention à la recherche de l'Université de Toronto. Ont participé à ce projet les participants à un séminaire de niveau avancé qui s'y est tenu, les services de restauration de l'Université, des organisations municipales et à but non lucratif, ainsi que plusieurs autres personnes actives dans divers secteurs. *Pour plus d'information, consulter le [www.localfoodplus.ca](http://www.localfoodplus.ca)*

**Résumé**

Les stratégies visant à promouvoir l'application de la *Politique alimentaire populaire* comprennent notamment :

- Intégrer une approche systémique dans tous les aspects de la vie individuelle et communautaire ;
- Accroître la collaboration entre les sphères gouvernementales, les divers secteurs sociaux et les régions ;
- Concevoir et mettre sur pied des structures organisationnelles à paliers multiples ;
- Reconnaître et soutenir les initiatives favorisant la diversification de l'économie ;
- Intégrer le savoir expérientiel et les connaissances scientifiques aux programmes d'éducation publique, de formation et de renforcement des capacités ;
- Reorienter les mesures incitatives ;
- Favoriser le développement de réseaux communautaires consacrés à la problématique alimentaire.

## RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES

En vue de mettre en œuvre les stratégies proposées dans le présent document de réflexion, nous concluons en formulant les recommandations prioritaires suivantes :

- 1) La mise sur pied de tables rondes et de comités travaillant en collaboration avec tous les paliers de gouvernement (municipal, provincial/territorial et fédéral) à l'élaboration de politiques axées sur la justice sociale, la résilience écologique et la création de moyens de subsistance viables dans le cadre du système alimentaire canadien. Dans ce processus, tous les secteurs liés à l'alimentation doivent être représentés, dont la promotion de la santé, l'éducation, le logement, l'environnement et les initiatives alimentaires communautaires, ainsi que l'industrie alimentaire, des producteurs aux détaillants. La participation des citoyens démunis ou marginalisés doit également être assurée. Chaque comité doit fonctionner de façon autonome, en établissant son propre cadre de travail en accord avec les valeurs et les principes de l'accessibilité, de la transparence, de l'intégration et de l'égalité. À ce chapitre, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture nous offre un modèle destiné à intégrer la participation de tous les citoyens du monde touchés par le problème de l'insécurité alimentaire, tout en assurant une représentation équitable de représentants des deux sexes issus des différents secteurs et régions.
- 2) Toutes les politiques alimentaires doivent s'ancrer dans une analyse intégrée et exhaustive du système alimentaire, de façon à assurer que les stratégies proposées s'en prennent aux causes des problèmes et évitent d'en créer de nouveaux dus à une analyse fragmentée.
- 3) Les initiatives favorisant une économie diversifiée doivent être reconnues et soutenues, notamment les nouvelles approches économiques misant sur l'interdépendance, la viabilité, la santé et la justice plutôt que sur l'individualisme et l'appât du gain.
- 4) Le savoir issu de l'expérience au sein des collectivités ainsi que des connaissances scientifiques doit être intégré aux programmes d'éducation publique, de formation et de renforcement des capacités. Le cadre politique ainsi que le réservoir de connaissances publiques ne peuvent qu'être renforcés et améliorés par la contribution des agriculteurs urbains et ruraux, des pêcheurs, des chasseurs et cueilleurs, des jardiniers et des peuples autochtones.

La mise en œuvre de nouvelles politiques publiques exige à la fois une vision solide et une stratégie. Dans ce document, nous avons défini notre vision en l'intégrant à un cadre de travail et fourni un ensemble de stratégies et de recommandations sur lequel pourra s'appuyer l'application des politiques exposées dans les documents de travail précédents.

## ENDNOTES

- Baker, L., P. Campsie et K. Rabinowitz. 2010. Menu 2020 : Ten Good Food Ideas for Ontario, Toronto, Metcalf Foundation. [www.metcalffoundation.com](http://www.metcalffoundation.com)
- Blay-Palmer, A. 2006. The urban creative-food economy : producing food for the urban elite or social inclusion opportunity? *Environment and Planning A* 38, p. 1901-1920.
- Cameron, J. et R. Gordon. 2010. Building sustainable and ethical food futures through economic diversity : Options for a mid-sized city. Document présenté lors du Policy Workshop on The Future of Australia's Mid-Sized Cities, Latrobe University, Bendigo, VIC, 28-29 septembre 2010.
- Duncan, J. et F. X. Medina. 2010. « Sustainability Through Complexity : Navigating the food web ». Tiré de *Agri-Food Systems : Towards integrated and sustainable solutions*, p 11-19, Barcelone, Editorial UOC. (en catalan)
- Friedmann, H. 2007. Scaling up : Bringing public institutions and food service corporations into the project for a local, sustainable food system in Ontario, *Agriculture and Human Values*, n° 24, p. 389-398.
- Koc M., R. MacRae, E. Desjardins et W. Roberts. 2008. Getting Civil About Food : The Interactions Between Civil Society and the State to Advance Sustainable Food Systems in Canada, *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 3(2/3), p. 122-144. <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/ak374e/ak374e00.pdf>
- Lang, T., D. Barling et M. Caraher. 2009. *Food Policy. Integrating Health, Environment and Society*, Oxford, Oxford University Press.
- McIntyre, B., H. Herren, J. Wakhungu et R. Watson. (éd.). 2009. *Agriculture at a Crossroads : A Synthesis Report, International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and technology for Development*, Washington DC, Island Press.
- Miller, S. 2008. *Edible Action : Food Activism and Alternative Economics*, Black Point (N.-É.), Fernwood Publishing.
- Roberts, W. 2010. Food Policy Encounters of a Third Kind : How the Toronto Food Policy Council Socializes for Sustain-Ability. Tiré de *Imagining Sustainable Food Systems*, Alison Blay Palmer (éd.), Ashgate, Burlington, Vermont.
- [PNUD] Programme des Nations unies pour le développement. La gouvernance en faveur du développement humain durable, document de politique générale du PNUD, New York, 1997.
- Wekerle, G. 2004. Food Justice Movements : Policy, Planning, and Networks, *Journal of Planning Education and Research*, n° 23, p. 378-386.
- Wright, E. O. 2009. *Envisioning Real Utopias*, New York, Verso.



## Contact :

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE CANADA  
FOOD SECURE CANADA

CP 48020 BP Bernard  
Montréal (Québec) H2V4H0  
Canada

(514) 271 7352  
[info@foodsecurecanada.org](mailto:info@foodsecurecanada.org)  
[www.foodsecurecanada.org](http://www.foodsecurecanada.org)

Sécurité Alimentaire Canada fonde ses actions sur trois engagements étroitement liés :

**La faim zéro** : En tout temps, toute personne doit être en mesure de se procurer, en toute dignité, une nourriture de qualité, en quantité suffisante culturellement et personnellement acceptable. Cela est essentiel à la santé de notre population et exige la collaboration entre plusieurs secteurs différents, y compris le logement, la politique sociale, le transport, l'agriculture, l'éducation ainsi que les groupes communautaires, culturels, bénévoles et caritatifs, et les entreprises.

**Un système alimentaire durable** : Au Canada, la nourriture doit être produite, récoltée (y compris la pêche et autre récoltes d'aliments sauvages), transformée, distribuée et consommée de façon à maintenir et à améliorer la qualité de la terre, de l'air et de l'eau pour les générations futures, et de façon à ce que les travailleurs puissent gagner un revenu adéquat et œuvrer dans un environnement sain et sécuritaire en récoltant, en cultivant, en produisant, en transformant, en manutentionnant, en vendant au détail et en servant de la nourriture.

**Les aliments sains et salubres** : Des aliments salubres et nutritifs doivent être accessibles pour tous (et que les aliments moins nutritifs soient moins accessibles); les aliments (ainsi que les aliments sauvages) ne doivent pas être contaminés par des agents pathogènes ou des produits chimiques industriels; et aucun aliment nouveau ne doit entrer dans la chaîne alimentaire ou dans l'environnement sans des contrôles indépendants rigoureux et l'existence d'un système de pistage et de surveillance continus pour s'assurer de sa salubrité et de sa sécurité pour la consommation humaine.